

Alain Dubourg

Le 15 octobre 2023

aldubourg@orange.fr

Israël- Gaza - Palestine,
une seule voie pour une paix durable :
« Un seul Etat dans un seul pays »

L'horreur

L'action menée les 7 et 8 octobre par les commandos du Hamas [1] s'est soldée par des assassinats horribles, des prises d'otages effrayantes, des crimes de guerre. L'horreur.

Des indignations sélectives

Il ne manque pas de beaux esprits en France, en Europe et dans le monde pour s'indigner des images plus atroces les unes que les autres de ces deux jours sanglants, sur le territoire d'Israël en bordure de la bande de Gaza. Leur indignation est malheureusement sélective.

Oui, les crimes de guerre commis par le Hamas sont abominables. Mais y-a-t-il une guerre propre ? Israël de son côté annonce une riposte « jusqu'au bout ». Que signifie cette expression sibylline ? Annonce-elle le pire, un massacre sans précédent de la population gazaoui ? Le siège moyenâgeux de Gaza qui vise à affamer, assoiffer, assassiner à petit feu toute la population gazaoui, lui rendre la vie impossible, est déjà une abomination barbare, condamné par le droit international comme le rappelle l'ONU. Peu lui chaut, le gouvernement israélien se sait détenir depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948 un statut d'impunité permanente. Les indignés des atrocités des commandos du Hamas se taisent sur ce siège. Indignation sélective. Et ils se tairont encore demain.

Les guerres coloniales que la France a menées en Indochine, en Algérie, plus récemment néocoloniales en Libye et au Mali, celles que les États-Unis ont mené au Vietnam, en Afghanistan, en Irak, et dans bien d'autres pays, celle que, après la Syrie, la Russie mène en Ukraine, et après que l'Ukraine elle-même ait mené une guerre pendant huit ans dans les provinces du Donbass (14.000 morts), ces guerres étaient-elles des guerres propres ? Notre pays n'a-t-il pas lui aussi, d'autres pays n'ont-ils pas eux aussi, massacré, exécuté, des populations civiles ? Si, bien entendu.

Il n'y a pas de guerres propres. Elles sont toutes sales.

Empêcher les guerres

¹ Les Brigades **Izz al-Din al-Qassam** fondée en 1991 sont la **branche armée du Hamas**.

Aussi faut-il tout faire pour qu'aucune guerre ne trouve prétexte à son déclenchement. Pour cela il faut-il s'interdire d'en créer les causes.

Or, a-t-on tout fait pour que la guerre entre israéliens et palestiniens ne puisse jamais se produire ?

Tout a été fait pour que la guerre se déclenche et s'installe.

Non seulement il n'a rien été fait pour empêcher cette guerre qui dure depuis 75 ans, mais tout a été fait pour qu'elle se déclenche en 1948 et s'installe depuis.

Je suis allé en Israël au printemps 1973 [2], avec une amie dans sa famille exilée de France à Haïfa, puis dans les territoires occupés [3] et enfin dans un Kibboutz [4]. Depuis ce voyage je ne cesse de m'interroger sur les raisons, les motivations des 33 pays qui ont voté le 29 novembre 1947 la résolution 181 de l'ONU qui a décidé de la partition de la Palestine en deux Etats, un « Etat juif » et un « Etat arabe » avec la zone de Jérusalem sous administration internationale.[5]

La Palestine avait une population de deux millions d'habitants en grande majorité des arabes palestiniens. L'ONU incitait les juifs du monde entier à s'y exiler ! Depuis je ne cesse de m'interroger sur les tenants et aboutissants de ce vote aux conséquences désastreuses.

Comment ne pas savoir que la création d'un Etat et l'incitation à l'exode des juifs dans un pays habité par deux millions de palestiniens, ne pouvait qu'entraîner un conflit entre les deux communautés. Existe-t-il un seul peuple qui ait accepté une occupation de son territoire sans lutter, sans combattre ? Aucun. Si, ceux que les puissances colonisatrices ont réussi à exterminer, je pense au massacre génocidaire des amérindiens par les colons européens, et des aborigènes en Australie, ou encore au génocide du peuple herero en Namibie par le colonisateur allemand... La liste est longue.

D'un silence insupportable à une connivence assumée

Le vote à l'ONU, en novembre 1947, de la résolution 181 de partage de la Palestine en deux Etats, l'un « juif », l'autre « arabe » par ces 33 pays interroge d'autant plus que ces derniers connaissaient tous les nombreuses déclarations publiques des idéologues sionistes reprises par les dirigeants politiques :

Ben Gourion en 1936, qui sera douze ans plus tard le fondateur de l'Etat d'Israël, déclarait : *« Si nous voulons une rédemption hébraïque à 100%, il nous faut une colonisation 100% hébreu, une ferme 100% hébreu, un port 100% hébreu ».*

Golda Meir, fondatrice de l'Etat d'Israël avec Ben Gourion, prononce cette parole terrible : *« Les Palestiniens, ça n'existe pas. Quand y a-t-il eu un peuple palestinien avec un Etat palestinien ? ... Ils n'existaient pas ».*

² Six mois avant la **guerre d'octobre 1973**, la **Guerre du Kippour** pour les israéliens.

³ L'**occupation de la Cisjordanie** (Palestine), du **Sinaï** (Egypte), du plateau du **Golan** (Syrie), et de la **Bande de Gaza** (Palestine) a débuté après la guerre des six jours en 1967.

⁴ L'idéologie libérale n'avait pas encore pollué les kibboutz. Une idéologie d'égalité absolue régnait encore. J'avais été séduit.

⁵ **Votes à l'ONU de la Résolution 181 de partition de la Palestine** : 33 voix pour, 13 voix contre, 10 abstentions. Votes des pays en annexe.

La négation de l'existence du peuple palestinien par Golda Meir relève d'une conception génocidaire. Imaginons ces mots dans la bouche de palestiniens vis-à-vis des juifs. Quel tollé, et qui serait justifié, mais il est inexistant quand ces mêmes paroles innommables viennent de dirigeants de l'Etat d'Israël. Pourquoi ?

Vladimir Jabotinsky : fondateur de la légion juive en 1917, leader de l'aile droite du mouvement sioniste, créé en 1925 le principal parti de la droite nationaliste sioniste qui réclame un État juif sur les deux rives du fleuve Jourdain intégrant la Transjordanie (actuelle Jordanie) : l'Eretz Israël. Vladimir Jabotinsky sera le principal inspirateur politique de l'organisation combattante clandestine sioniste, l'Irgoun : « *Il n'y a pas d'alternative : les Arabes doivent faire de la place aux Juifs d'Eretz Israël. Si on a pu déplacer les peuples baltes, on peut déplacer les arabes palestiniens* » [6].

Menachem Oussishkin, un des inspirateurs de l'idéologie sioniste, président du Fond National Juif, président du 20ième congrès juif, président permanent de l'organisation sioniste internationale et membre de l'Agence juive fait cette déclaration en 1930 : « *Nous devons faire croître en permanence notre exigence de prendre possession de notre terre. S'il y a d'autres habitants, ils doivent être transférés ailleurs. Nous devons prendre possession de la terre. Nous avons plus grand et noble idéal que de préserver quelques centaines de milliers de palestiniens paysans arabes.* » [7]

J'arrête ce terrible florilège que je pourrais malheureusement multiplier, des déclarations toutes plus racistes, suprémacistes, au mieux colonisatrices, au pire génocidaires, terrifiantes de fanatisme. Elles ont fait florès durant les années qui ont précédé le vote de la résolution 181 de l'ONU [8]. Elles étaient publiques.

Les 33 pays signataires de la résolution onusienne connaissaient bien entendu ces discours, déclarations et écrits gravissimes de ceux qui allaient devenir les premiers dirigeants de l'Etat d'Israël.

Je repose donc la question : pourquoi, ayant connaissance de ces déclarations inacceptables pour tout pays démocratique qui se respecte un peu, ces 33 Etats ont-ils donné carte blanche à ces terrifiants personnages qui annonçaient la couleur : « *Toute la Palestine nous appartiendra ce sera Eretz Israël* » [9]. *Nous expulserons tous les arabes* » !

J'essaierai d'apporter des réponses dans de prochains écrits sur les motivations de ce vote qui a plongé jusqu'à aujourd'hui la Palestine, juifs et arabes réunis dans des souffrances et malheurs inextinguibles.

Un argument définitivement disqualifié : « les juifs ne sont en sécurité qu'en Israël »

⁶ Cité par **Nur Masalha** in « *Expulsion of the Palestinians* », éd. Institute for Palestine Studies, 1992.

⁷ **Menachem Oussishkin** ; Conférence de presse à Jérusalem le 28 avril 1930, in « **citations de Menachem Oussishkin**, documents déclassifiés in : <https://www.palestineremembered.com/Acre/Famous-Zionist-Quotes/Story641.html>

⁸ Je les énumère et les commente beaucoup plus longuement dans deux textes à paraître en 2024, « *I) Israël en Palestine : de l'intention génocidaire à l'apartheid ; II) « Un seul pays, un seul Etat* » »

⁹ « **Eretz Israël** », le Grand Israël de la Bible, de la Méditerranée au Jourdain. L'annexion de la Cisjordanie est inscrite dans la vision sioniste des territoires qui reviennent, par la volonté de Dieu, aux juifs. Elle n'a jamais été abandonnée.

Ce fut un des arguments avancés pour justifier la création d'un Etat juif sur la moitié du territoire Palestinien. En 1947, on sortait à peine d'une des plus grandes tragédies de l'humanité, l'holocauste des juifs qui laissera sur celle-ci une indélébile tache d'opprobre. Les pays européens et occidentaux qui avaient sous estimé les intentions génocidaires de Hitler et de ses séides, avaient, et c'est le moins que l'on puisse dire, beaucoup de choses à se reprocher. La réaction d'un Etat où l'on rassemblerait, après l'holocauste, tous les juifs supposés en danger partout dans le monde, leur est apparu comme la meilleure solution pour se faire pardonner et aussi sans doute, et encore moins glorieux, pour se débarrasser du problème, se débarrasser des juifs "encombrants". Tout cela avec, de surcroît, une nauséabonde odeur d'antisémitisme chez certains.

Mais cet argument est toutefois apparu dès 1912, donc bien avant l'holocauste, et cette fois avec la vision messianique du sionisme, sous la plume de **Chaïm Weizmann** qui avait présidé en août 1897 le premier congrès sioniste aux côtés de Theodor Herzl. Il deviendra un des chefs de file du mouvement sioniste. Chaïm Weizmann sera le premier Président de l'Etat d'Israël (1949-1952) : « *Chaque pays ne peut absorber qu'un nombre limité de Juifs, s'il ne veut pas des maux d'estomac. L'Allemagne a déjà trop de Juifs* ».

En 1947, il eut été l'honneur de tous les pays d'accueillir tous les juifs qui souhaitent émigrer de leur pays d'origine. Ils ont préféré les exiler sur une moitié de territoire habité par un peuple autochtone, les Palestiniens.

Les 7 et 8 octobre 2023 disqualifient définitivement la fallacieuse assertion selon laquelle les juifs ne seraient en sécurité qu'en Israël. Les juifs sont, ont toujours été depuis 1948, beaucoup plus en sécurité ailleurs qu'en Israël.

[La résolution 181 de l'ONU en 1947, résolution onusienne d'une guerre annoncée.](#)

Ce qui devait arriver, arriva. Moins de six mois après le vote de l'ONU Ben Gourion prononce le 14 Mai 1948 la « *Déclaration d'établissement de l'Etat d'Israël* » [10].

Dès les premiers jours suivants les milices de la Haganah et de l'Irgoun se jettent sur les villages arabes palestiniens, les menacent, les chassent de leurs maisons, massacrent ceux qui refusent. Une gigantesque opération d'épuration ethnique quadrille le territoire palestinien. Des crimes de guerre. C'est la Nakba [11].

Yossef Weitz, avait écrit 8 ans auparavant en 1940, dans son journal : « *J'ai la liste des villages arabes qu'il faut vider complètement pour compléter des régions juives. Et celle des lieux où il y a des conflits fonciers et qui doivent être colonisées par des moyens militaires* ». Il sera président du département de la colonisation en avril 1948. Il avait la liste. Il la mettra en œuvre.

Environ 800.000 arabes palestiniens furent et durent se réfugier dans des camps au Liban, en Jordanie, en Cisjordanie et à Gaza. Ils y sont depuis 75 ans avec le statut d'apatrides. Ces palestiniens attendent depuis de retourner chez eux dans leurs villages, dans leurs maisons. Ils sont aujourd'hui plus de 5 millions.

¹⁰ La « **Déclaration d'établissement de l'État d'Israël** » a eu lieu le 14 mai 1948, le dernier jour du mandat britannique sur la Palestine. C'est l'annonce officielle de la naissance d'un État juif en Terre de Palestine. Elle fut prononcée par **David Ben Gourion**, président de l'Agence juive qui devint le premier ministre d'Israël.

¹¹ En Israël, la législation interdit l'usage du mot « **Nakba** » dans les manuels scolaires. La criminalisation de sa commémoration est régulièrement demandée par des responsables politiques

Durant la Nakba déclenchée seulement quelques mois après le vote de la résolution 181, c'est le silence total du côté des 33 pays signataires. Un silence lâche et indigne.

Les pays signataires de la résolution 181 doivent assumer leur responsabilité

- Ne serait-il pas temps que ces pays assument la responsabilité de leur acte irresponsable le 29 novembre 1947 ?
- Ne serait-il pas temps que ces pays engagent un processus de règlement du conflit, de fin de cette guerre meurtrière, abominable et interminable,
- Ne serait-il pas temps que ces pays apportent une paix définitive en Israël-Palestine ?

Israël compte aujourd'hui près de 9,5 millions d'habitants dont 2 millions d'arabes israéliens. La Cisjordanie compte environ 2.500.000 arabes palestiniens, 250.000 à Jérusalem Est, et 2 millions à Gaza. 800.000 colons juifs sont illégalement installés en Cisjordanie. Leurs colonies couvrent 43% de la surface de la Cisjordanie.

Dans cette situation géopolitique historique extrêmement complexe et explosive, quelle solution pour une paix pérenne ?

La vaine incantation pour deux Etats

Les 33 pays qui ont voté la résolution 181 qui acte le partage de la Palestine entre juifs et arabes ne veulent pas se déjuger. Depuis 75 ans ils ne cessent de répéter l'insupportable et fallacieuse litanie de la création de deux Etats, et persistent aujourd'hui, encore et toujours. Ça leur donne bonne conscience à peu de frais.

Un Etat aura été immédiatement institutionnellement créé, Israël, l'autre jamais. Les pays qui ont décidé de la partition de la Palestine sont passés à autre chose ! Ils regardent ailleurs. C'est abject.

La solution de deux Etats a toujours été une vaste hypocrisie. Elle est aujourd'hui rendue concrètement et totalement impossible du fait de l'installation de 300 colonies juives en territoire palestinien cisjordanien. La création de deux Etats entraînerait l'expulsion de 800.000 colons juifs.

Les pays qui les ont laissé s'installer illégalement en territoire palestinien, les expulseraient maintenant pour la création des deux Etats ! Qui peut penser que ces colons fanatiques qui sont les plus extrémistes et ouvertement suprémacistes, souvent à idéologie génocidaire, accepteraient de vivre dans un Etat palestinien ! Serait-il envisageable d'expulser manu militari ces 800.000 colons ? Ce serait rajouter du chaos au chaos et poursuivre plus que jamais la configuration, d'une guerre infinie entre juifs israéliens et arabes palestiniens.

De l'impossibilité de créer deux Etats, l'un juif, l'autre arabe.

Du côté palestiniens, la création de deux Etats implique que les palestiniens reconnaissent Israël comme un « Etat juif », donc incompatible avec un retour des réfugiés là où était leurs maisons. Ce n'est pas acceptable.

Créer deux Etats, l'un « juif ultra orthodoxe », l'autre « musulman fondamentaliste » institutionnaliserait l'existence de deux Etats théocratiques. N'y en a-t-il pas assez dans le

monde ? Cela signifierait l'abandon de toute perspective de création d'un Etat laïque [12]. Ce serait l'installation d'une guerre nationaliste religieuse inextinguible entre ces deux Etats théocratiques.

Pas d'autre solution que la création d'un seul Etat pour un seul pays.

Les juifs israéliens, les arabes israéliens et palestiniens au delà des haines réciproques accumulées ont leur sort intimement lié. Les juifs ont le droit absolu de rester sur la terre sur laquelle ils ont émigré, ainsi que les juifs qui y sont nés. Les palestiniens ont le droit irréductible de vivre libres et égaux dans leur pays.

Un Etat commun réunifie les israéliens et les palestiniens sur un même territoire national, celui de la Palestine historique.

Un Etat commun règle la question centrale du conflit sur les frontières, les réfugiés, les colonies et Jérusalem.

Un Etat commun c'est la fin du sionisme colonialiste politique

La solution à un Etat commun apporte réponse la question centrale d'Israël comme Etat sioniste.

Un seul Etat qui rassemble juifs et arabes règle la question première de l'occupation, tous sont citoyens, partagent la même nationalité du nouvel Etat, et bénéficient des mêmes droits.

Un seul Etat c'est une seule identité israélo-palestinienne au sein de laquelle juifs et arabes vivront ensemble, sans frontières. Finie la partition instaurée par la résolution 181.

Un seul Etat pour un seul pays signifie la fin du sionisme politique et messianique, idéologie devenue dominante en Israël.

Un seul Etat permettrait aux juifs de maintenir leur identité culturelle juive sur la terre biblique.

Un Etat commun c'est la fin du danger de deux Etats théocratiques qui s'affrontent

Un danger se profile, la création *de facto* d'un seul Etat d'apartheid et théocratique dans Eretz Israël.

L'annexion de la Cisjordanie est la volonté affichée de la classe politique raciste suprémaciste israélienne au pouvoir avec Netanyahu. Il est de la responsabilité des Etats signataires de la résolution 181 et désormais de l'ONU dans son ensemble, d'empêcher l'installation surnoise *de facto* d'un Etat d'apartheid, *de jure* demain.

Dans un Etat commun laïque et démocratique les citoyens auront des droits non fondés sur l'appartenance à un groupe ethnique ou religieux.

Certes cette solution « Un seul Etat dans un seul pays, » n'est pas la recherche de la facilité même qui serait sans doute de continuer à laisser les populations s'entretuer, mais elle est la seule susceptible d'apporter à terme la paix, elle est la seule dénuée de l'intention de domination d'une communauté sur l'autre.

¹² Ce terme « laïque » est souvent interprété par les palestiniens comme un Etat athée. Laïque ne signifie pas athée, mais respect et reconnaissance des convictions religieuses, et liberté de culte.

Des exigences géopolitiques pour parvenir à « Un Etat dans un Pays »

Ni les israéliens ni les palestiniens ne peuvent parvenir à la création d'un seul Etat. L'ensemble de la communauté internationale doit se mobiliser. Ce ne peut donc être qu'un processus. Le chemin sera long, mais il est urgent de commencer à l'emprunter.

Atteindre l'objectif d'un seul Etat suppose une longue lutte dans tous les domaines politique, économique, social, culturel en Israël et en Palestine. Le premier acteur étant le peuple palestinien, mais rien ne se fera sans la mobilisation de la population israélienne.

L'évolution du rapport des forces international sera déterminante. Elle dépendra de la mobilisation des populations et leur capacité à faire pression sur leurs Etats. Par la population états-unienne sur le gouvernement pour qu'il retire son soutien inconditionnel à Israël, par les européens pour que l'Union Européenne abandonne son soutien explicite à Israël, par les populations des pays arabes pour que ceux-ci dénoncent les Accords d'Abraham. Rien ne se fera sans une mobilisation et une pression très fortes de ces opinions publiques.

La solution "Un seul Etat dans un seul pays", exigera évidemment une volonté politique d'une grande détermination de tous les pays. Je suis conscient que nous en sommes encore loin. Mais la guerre actuelle entre les palestiniens de la bande de Gaza pour leur liberté [13] et le gouvernement israélien devrait sans doute rebattre les cartes et les rapports de force géopolitiques [14]. Mais bien malin celui qui en donnerait la nouvelle distribution. Espérons qu'elle sera en faveur de la paix ?

La question palestinienne retrouve sa centralité internationale

Un consensus général, lâche et criminel, s'était établi entre les gouvernements des pays dominants à l'ONU pour considérer que la question palestinienne avait trouvé un équilibre dans un statu quo définitif. Les palestiniens étaient totalement absents de leurs agendas.

La guerre actuelle remet la cause palestinienne au centre de l'échiquier politique international.

Ces pays, par leur lâcheté, leur pusillanimité, portent la responsabilité de cette guerre qui s'annonce effrayante.

Personne ne sait comment et dans quel état sortiront les deux pays à l'issue de cette guerre, l'opinion internationale aura progressé, mais dans quel sens ? J'espère vers l'exigence d'une solution pérenne pour Israël et la Palestine et qu'elles connaissent enfin la paix.

Le danger absolu du caractère de plus en plus religieux du conflit :

Un obstacle à une résolution pacifique, humaine de ces décennies de conflit a grandi au cours des dernières années.

¹³ **Gaza**, hier « **prison à ciel ouvert** », se transforme chaque jour en « **camp de concentration** », en « **mouroir** ». Demain en un immense « **cimetière** » ?

¹⁴ En 2012, une forte majorité de 138 pays membres des Nations unies, a voté la reconnaissance de « **l'Etat de Palestine** » contre 9 et 41 absentions. L'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution par laquelle elle accorde à la Palestine le statut d'**État membre observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies**. Le rapport de forces avait déjà évolué. Mais ces pays 138 pays ne seront jamais allés plus loin que cette déclaration d'intention. Pusillanimes, comme d'habitude.

L'incurie révoltante depuis 75 ans des pays signataires de la résolution 181, et des autres pays qui s'y sont joints depuis, à apporter une solution pacifique à cette situation si affreusement douloureuse pour les palestiniens comme pour les juifs, a laissé libre cours à la progression du caractère de plus en plus religieux du conflit : d'un côté des ultra orthodoxes juifs, suprémacistes qui ont conquis le pouvoir en Israël [15], de l'autre des islamiques au pouvoir à Gaza et en progression rapide en Cisjordanie qui embrigadent de plus en plus la jeunesse palestinienne. Danger absolu.

Les gouvernements israéliens depuis la reconnaissance de l'Autorité palestinienne en 1993 (accords d'Oslo) n'ont eu de cesse de l'affaiblir, de la décrédibiliser. Elle est devenue aujourd'hui, sans parler de sa corruption généralisée, l'ignoble supplétif sécuritaire du gouvernement israélien. L'Autorité palestinienne collabore ouvertement avec le pouvoir israélien. Elle n'a plus aucune légitimité auprès du peuple palestinien.

Parallèlement les gouvernements israéliens se sont évertués à développer le Hamas, toujours dans le but d'affaiblir l'Autorité palestinienne. Ces deux objectifs sont aujourd'hui atteints et on peut en mesurer toutes les conséquences.

Les dernières élections en Palestine ont eu lieu, il y a 16 ans, en janvier 2006. Elles avaient consacré la victoire du Hamas sur l'Autorité palestinienne.

De nombreux observateurs et analystes considéraient, avant cette guerre d'octobre 2023, qu'une élection éliminerait totalement l'Autorité palestinienne et porterait le Hamas au pouvoir sur tout le territoire palestinien. Quand sera-t-il à la fin de la guerre ? Le Hamas en sortira-t-il encore renforcé ? Difficile de le prédire ? On ne peut a priori l'exclure.

La libération de Marwan Barghouti serait une petite lueur d'espoir

L'espoir (très maigre) serait que le Hamas obtienne la libération de Marwan Barghouti, le Mandela palestinien, ex-responsable du Fatah de Yasser Arafat, emprisonné depuis 20 ans dans les geôles palestiniens [16]. Marwan Barghouti opérerait un grand coup de balai dans l'Autorité palestinienne corrompue jusqu'à la moelle. Marwan Barghouti serait l'espoir de l'ouverture d'un processus vers un Etat Commun. Et c'est urgent.

Demain ?

La situation en Israël-Palestine depuis le 7 octobre est tellement inédite qu'il est impossible de prévoir son évolution. Le gouvernement israélien dominé par les partis orthodoxes ashkénazes et séfarades paraît pour la première fois, depuis la guerre d'octobre 1973, profondément déstabilisé, et sans doute beaucoup plus.

Aucune solution ne permettra à Israël de sortir par le haut de cette guerre. Une fuite en avant vers le pire est à craindre, sauf à ce que le monde s'insurge, enfin !

Alain Dubourg

¹⁵ L'Historien israélien **Daniel Blatman**, professeur à l'Institut du judaïsme contemporain les qualifie de « néonazis »

¹⁶ **Marwan Barghouti** était inclus dans la liste des 450 prisonniers dont le Hamas demandait la libération en échange de celle de Gilad Shalit capturé en 2006. Il n'obtiendra pas satisfaction. Mais aujourd'hui le rapport de force est modifié, et la libération du « Mandela palestinien » serait peut-être facilitée ?

Dimanche 15 octobre à 21 heures

Annexe

Vote de la résolution 181 de partage de la Palestine le 29 novembre 1947.

Le partage et la création des deux États (État juif, État arabe et zone de Jérusalem sous administration internationale), furent votés par 33 voix contre 13, et 10 abstentions.

Ont voté pour :

États-Unis d'Amérique, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, RSS de Biélorussie, Canada, Costa Rica, Danemark, République dominicaine, Équateur, France, Guatemala, Haïti, Islande, Liberia, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Suède, Tchécoslovaquie, RSS d'Ukraine, Union sud-africaine, URSS, Uruguay et Venezuela.

Ont voté contre :

Afghanistan, Arabie saoudite, Cuba, Égypte, Grèce, Inde, Iran, Irak, Liban, Pakistan, Syrie, Turquie et Yémen.

Se sont abstenus :

Argentine, Chili, Chine, Colombie, Salvador, Empire d'Éthiopie, Honduras, Mexique, Royaume-Uni, Yougoslavie.